

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du mercredi 10 juillet 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 18  
Procuration(s) : 6  
Absent(s) : 2  
Nombres de votants : 24  
Votes pour : 24  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : vendredi 28 juin 2024

**DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0149**

**Relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Super Jeune de Bandrélé pour sa participation au festival international annuel du folklore à Taïwan**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix juillet, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU, Monsieur Soibahadine NDAKA

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU,  
Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE,  
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Echati ISSA,  
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA,  
Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,  
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

**Conseillères départementales absentes :**

Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Farianti MDALLAH

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL\_2021\_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2024\_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil Départemental de Mayotte ;

- VU** la délibération 2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte ;  
**Vu** le rapport n°2024-02247 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;  
**Vu** l'avis de la Commission sports, culture et jeunesse en date du 4 juillet 2024 ;

**Considérant** que la politique de diffusion culturelle constitue un enjeu majeur pour l'épanouissement de la jeunesse mahoraise en quête de son identité dans une société en pleine mutation ;

**Considérant** la volonté du Département à soutenir de telles initiatives.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**  
**Le Conseil Départemental,**

#### DÉCIDE

- Article 1 :** d'attribuer une subvention de **20 000 € (vingt mille euros)** à l'Association Super Jeune de Bandrélé pour sa participation au festival international annuel du folklore dans le district de Ylan à Taïwan ;
- Article 2 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 65 du budget du Département de Mayotte ;
- Article 3 :** d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous les nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'Etat dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme**  
**Le Président du Conseil départemental**

  
**Ben Issa OUSSENI**



## CONVENTION N°01/DCLP/DGA-P/CD/2024

relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Super Jeune de Bandréle pour sa participation au festival international annuel du folklore à Taïwan

### Le Président du Conseil départemental

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- VU** la délibération N°DL\_AP2021\_0197 du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- VU** la délibération 2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte ;
- VU** la délibération 2020.00026 du 03 mars 2020 relative à l'adoption du règlement spécifique d'attribution de subventions aux porteurs de projets culturels ;
- VU** la délibération n°DL\_AP2024\_0019 en date du 09 avril 2024 relative au Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- VU** la délibération du Conseil départemental de Mayotte n° **DL\_CP2024\_0149** en date du 10 juillet 2024 relative à l'attribution d'une subvention à l'Association Super Jeune de Bandréle pour sa participation au festival international annuel du folklore à Taïwan ;
- VU** l'arrêté n°253/MCGVI/CD/2021 en date du 23 août 2021 portant délégation de fonction et de signature de Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, 4ème Vice-Présidente du Conseil départemental ;
- VU** l'arrêté n°274/MCGVI/CD/2022 en date du 19 août 2022 portant délégation de signature à Madame Christiane AYACHE, Directrice Générale des Services du Conseil départemental ;
- Vu** l'arrêté n°308/MCGVI/CD/2023 en date du 04 août 2023 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Maoulana ANDJILANI, Directeur Général Adjoint, en charge de Population
- VU** la demande de l'Association Super Jeune de Bandréle en date du 10 juin 2024 ;

**SUR** proposition de la Direction Générale des Services ;

Entre :

**Le Département de Mayotte**, représenté par Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte, d'une part,

Et

**L'Association Super Jeune de Bandrélé**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est situé rue de la mairie, 97660 Bandrélé, et désignée par la suite sa représentée par sa présidente, Mme Fatima MADY, d'autre part,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

**PRÉAMBULE**

Dans le cadre de sa politique culturelle, et conformément à la délibération n°2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions, le Conseil départemental de Mayotte a convenu de soutenir le programme d'actions mentionné dans la présente convention d'objectifs et dans les conditions énumérées ci-dessous.

Aussi, par délibération N° DL\_CP2024\_0149 en date du 10 juillet 2024, le Conseil départemental de Mayotte a accordé une subvention de 20 000 euros à la structure dénommée « Association Super Jeune de Bandrélé ».

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention pour objet de fixer les modalités du partenariat entre le Département de Mayotte et l'association. Elle définit les activités d'intérêt général que l'association s'engage à mettre en œuvre, conformément à son objet statutaire, afin de bénéficier le soutien du Département.

La structure s'engage, avec la participation financière du Conseil départemental de Mayotte, à réaliser les actions suivantes conformément à son objet social et aux objectifs convenus d'un commun accord et énumérés ci-dessous :

Référence projet	Intitulé projet	Montant projet	Montant demandé	Montant accordé
11484	Echange interculturel : participation au festival interculturel de folklore à Yilan (Taiwan)	85 500 €	20 000 €	20 000 €

**Article 2 : Financement de l'action**

Le coût total de l'opération est estimé à 85 500 € financé comme suit :

- Conseil Départemental (DCLP) : 20 000 € soit 23,4 %
- Partenaires et autres (fonds propres): 65 500 € soit 76,6 %

**Article 3 : Règles et modalités de versement**

L'imputation comptable de la subvention sera effectuée sur le chapitre 65 du budget du Conseil départemental de Mayotte.

La subvention, d'un montant total de **20 000 euros** sera versée sur le compte de l'association ouvert à la banque QONTO sous la référence IBAN n° **FR76 1695 8000 0118 6396 4018 828**.

La subvention fera l'objet de deux versements selon les modalités ci-dessous :

- un premier versement représentant 85 % du montant de la subvention, soit **17 000 euros**, sera effectué après signature de la présente convention par les deux parties.
- le solde, d'un montant maximum de **3 000 euros**, sera modulé en fonction de la conformité des pièces justificatives listées à l'article 7 de la présente convention, transmises au Conseil départemental. Le montant final du reliquat de la subvention à verser par le Département au cocontractant sera établi au prorata des dépenses justifiées.

**Article 4 : Communication**

La structure s'engage à :



- mentionner sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Conseil départemental de Mayotte, et en particulier y afficher la signalétique du Conseil départemental, en respectant la charte graphique du logotype. Pour ce faire, elle devra s'adresser à la direction de la communication.
- Fournir au format numérique, au Conseil départemental les supports de communication utilisés durant cette action.
- associer le Conseil départemental aux éventuelles conférences de presse, inaugurations et réceptions. Ces dernières peuvent être organisées en relation avec le Conseil départemental.

### **Article 5 : Modification du programme**

Toutes les modifications financières ou matérielles du programme doivent être notifiées par écrit au Conseil départemental de Mayotte qui précisera sa position le cas échéant. Elles ne peuvent en aucun cas se traduire par une révision à la hausse du montant de la subvention accordée et de la nature de l'action subventionnée.

### **Article 6 : Modification du statut juridique**

Toute modification du statut juridique de la structure doit être notifiée au Conseil départemental à travers le portail internet dédié [lecd976soutientmonprojet.fr](http://lecd976soutientmonprojet.fr). Ces modifications ne doivent pas compromettre la réalisation de l'action programmée.

### **Article 7 : Comptes rendus et pièces justificatives - Evaluation**

Jusqu'au règlement final de la convention, l'association s'engage à adresser au Conseil départemental via le portail internet dédié [lecd976soutientmonprojet.fr](http://lecd976soutientmonprojet.fr) les comptes rendus que celui-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Elle s'engage aussi, à fournir au plus tard trois mois après le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre de l'action dans les conditions précisées dans le projet initial. Elle transmettra notamment :

- 1- un bilan d'activité relative à l'action financée,
- 2- un compte rendu financier, établi suivant le formulaire Cerfa N°15059-02
- 3- tout autre document (photo, vidéo, coupure de presse, etc.) attestant de la réalisation effective de l'action

Le Conseil départemental procèdera, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle il a apporté son concours sur un plan quantitatif et qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

### **Article 8 : Obligations comptables**

La structure s'engage à :

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général, (ou au plan comptable défini pour les associations) ;
- recourir à un expert-comptable pour l'attestation des comptes annuels, et le cas échéant à un commissaire aux comptes à partir de 153 000 euros de subventions publiques annuelles cumulées.

### **Article 9 : Contrôle**

Le Département se réserve le droit de procéder à ses propres contrôles pour suivre et vérifier les dépenses effectuées au titre de l'action financée. Le cocontractant s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place, effectué par toute autorité mandatée par le Conseil départemental de Mayotte ou par ses propres agents.

La structure s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le Conseil départemental se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de trois ans à compter de la date de clôture de la convention, de recouvrer les dépenses effectuées au titre du programme aidé.

### **Article 10 : Modalités de restitution**

Le Conseil départemental pourra exiger la restitution totale ou partielle des sommes perçues en établissant un titre de recette à l'encontre du cocontractant si :

- la structure n'a pas transmis les documents indiqués à l'article 7 de la présente convention dans les trois mois suivants la fin de la convention ;
- la structure empêche l'administration de procéder aux contrôles prévus ;
- l'opération n'est pas exécutée totalement ;
- l'action réalisée n'est pas conforme à l'objet de la présente convention et représente un détournement des fonds.

La non-exécution de l'opération dans les délais prévus entraîne l'annulation ou la réduction de l'aide au prorata des sommes engagées.

### **Article 11 : Durée de la convention**

La durée de la présente convention est d'un an à compter de sa date de signature.

### **Article 12 : Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. La demande de modification de la présente convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie doit donner suite par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 13 : Résiliation de la convention**

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des closes ci-dessus énoncée si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

En cas de résiliation, l'association sera tenue de reverser le solde de subvention non utilisée au prorata temporis. Ce montant sera calculé en fonction des justificatifs fournis par l'association.

### **Article 14 : Contentieux**

A défaut d'accord amiable entre les parties, tous les litiges concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention relève de la compétence exclusive du tribunal administratif de Mamoudzou.

Fait, à Mamoudzou le .....

La Présidente de l'association  
(ASJB de Bandrélé)

Le Président du Conseil départemental

Mme Fatima MADY